

1938-2018: l'histoire ne se répète pas, mais bégaie

PAR ANTOINE PERRAUD
ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 3 AVRIL 2019



© PUF

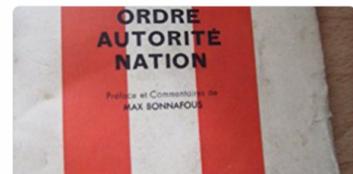
Dans un essai lumineux, *Récidive 1938*, le philosophe Michaël Fœssel revisite un passé qui hoquette. Comme il y a 80 ans, nous mène au pire un manque de démocratie présenté tel un trop-plein démocratique. Démonstration imparable.

Quand peut-on dire qu'une démocratie abdique sur l'essentiel ? Cette question nous hante ; à nouveau. Pour tenter d'y faire réfléchir, donc d'y répondre en partie, un philosophe (il enseigne cette discipline à l'École polytechnique en remplacement d'un incertain Alain Finkielkraut), Michaël Fœssel, s'aventure sur le territoire des historiens.

Tel Diogène parcourant Athènes muni d'une lanterne en plein midi à la recherche d'un « homme » (c'est-à-dire d'une personne authentique, sage et bonne), M. Fœssel explore l'année 1938 – sa presse, son congrès radical-socialiste, ses paroles de politiciens plus veules les uns que les autres en ces temps « munichois ». Tout cela pour répertorier ce qui peut bien subsister de limon libre et républicain, en période de basses eaux démocratiques.

Notre Huron rend visite à Clio pour lui faire rendre gorge, avec l'honnêteté du désespoir : « *Je n'ai pas exploré 1938 en pensant à 1940, mais à 2018 et aux années qui la précèdent. Tout le pari de ce livre réside dans une neutralisation de l'anachronisme par son redoublement. La France de 1938 devient éclairante à partir du moment où on met entre parenthèses le régime de Vichy pour garder à l'esprit des préoccupations qui touchent le présent immédiat.* »

Raphaël Enthoven
#Valls héritier de Marcel Déat, selon @AntoinePerraud
La droitisation (discutable) d'un "socialiste" est-elle l'hybridation qui prélude aux tyrannies à venir ?
Ou suffit-il d'avoir le sens de la formule pour dire n'importe quoi ?
#FMDI 8h39 #Europe1



Manuel Valls en spectre du recours social-national
L'éconduit Manuel Valls ne s'avoue pas vaincu. Guerrier de la politique, il entame une Reconquête démagogique, labourant de vieilles ombrées et soufflant sur de v...

© Twitter

À Mediapart, nous avons pressenti ce qu'il y avait de néo-socialiste et de daladiériste chez Manuel Valls, à la fin du quinquennat faisant de François Hollande. Cependant, les défenseurs de la dérive autoritaire incarnée par le rogue et rageur Catalan nous accusèrent de tout ramener à Vichy ; alors que nous examinions le moment 1933 (les néo-socialistes), tout comme le moment 1938 (Daladier). Incapables de s'en tenir aux instants cruciaux d'avant guerre, nos contempteurs cédaient au point Godwin tout en nous accusant de nous y abandonner !

D'où l'intérêt de l'avertissement mis en avant par Michaël Fœssel. Il coupe l'herbe sous le pied des commandeurs de penser en rond, qui refusent toute analogie perturbante. « *Ce n'est pas nous qui revenons sur le passé, c'est le passé qui menace de revenir sur nous* », écrivait Georges Bernanos. Cette citation est placée en exergue d'un essai intitulé *Récidive*.

Histoire de déminer, là encore, les objections de ceux qui sabordent la démocratie sous couvert de la défendre, de ceux qui mettent la République à terre

au prétexte de la rendre compétitive : « *“Récidive”*, c’est évidemment l’hypothèse d’un parallèle entre les périodes. La récidive d’une maladie affecte un corps à deux périodes différentes de sa vie organique, mais l’origine du mal est la même. Dans le domaine juridique, c’est le renouvellement d’un délit ou d’un crime, avec cette circonstance aggravante que l’accusé savait à quoi s’en tenir. “Récidive” désigne ici enfin l’impression étrange, parfois quasi-pathologique, qu’a eu l’auteur de vivre en 1938 plutôt qu’en 2018. »

Pour faire sauter le dernier verrou du déni, Michaël Fœssel dynamite à l’avance l’ultime parade agitée par ceux qui participent de la régression démocratique en cours : pas de danger de sombrer dans les ornières et les horreurs passées à l’heure d’Internet. L’inanité technique au secours de l’inconséquence politique !

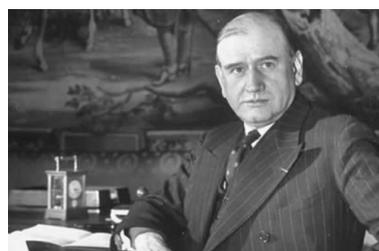
L’auteur de *Récidive* évoque d’une phrase le danger que constitue « *le branchement d’une technique sur du pulsionnel* ». Il aurait pu rappeler comment les outils d’affranchissement se retournent en moyen d’asservissement, sous la férule et la poigne de régimes liberticides : de même que le chemin de fer permit, au XX^e siècle, de passer de l’évasion à la déportation, l’ordinateur, truchement d’élargissement, pourrait se révéler, au XXI^e siècle, système coercitif par excellence, c’est-à-dire menottes électroniques assignant les indésirables à résidence surveillée...

Une fois dégagée la voie de l’analogie entre 1938 et 2018, un cousinage accablant surgit, tel un spectre politique, à 80 ans de distance. « *La réaction violente à une dimension de la modernité : celle qui se caractérise par les promesses de liberté, d’égalité et d’émancipation des Lumières. Or, remarque Michaël Fœssel, cette réaction antimoderne a lieu dans les conditions de la modernité.* »

Nous sommes au cœur de ce que Régis Debray appelle « *l’effet jogging* » (la modernité produit de l’archaïsme à la manière d’un retour de flamme, de même que l’homme contemporain, confiné dans l’habitacle de sa voiture automobile, éprouve le besoin

de battre le sol de ses pas, à la manière des créatures des cavernes jadis appréhendées par le préhistorien André Leroi-Gourhan...).

Pour repérer un tel ressort rétrograde, gros d’atrophies politiques en 1938, Michaël Fœssel piste une figure de style éclairant ce qu’elle prétend taire ou cacher : la prétériorité, repérable à une conjonction de coordination, « mais », qui toujours lève le lièvre rhétorique (nous connaissons tous le fameux : « Je ne suis pas raciste, mais... »).



Édouard Daladier (1884-1970). © DR

Premier « mais », dans lequel réside « *le tournant de 1938* » selon l’auteur, au détour d’un discours du président du Conseil Édouard Daladier, le 17 novembre de notre an de disgrâce démocratique : « *Nous vivons sur notre passé ; il nous a laissé un admirable héritage moral, intellectuel et matériel. Il a fait de chaque Français un homme libre. Mais [...]* »

Qu’est-ce qui suit le petit mot de quatre lettres, indicateur des pires revirements ? « *Mais si nous nous contentons de vivre sur nos patrimoines et si nous nous bornons à organiser notre vie dans le sens de la facilité, si nous nous refusons à faire des sacrifices pour le bien commun et surtout à nous soumettre à la loi vitale de l’effort, la France deviendra une nation de second ordre.* »

L’intelligence française a pris l’habitude, face à une telle citation, de passer *presto* à la célèbre harangue radiophonique du maréchal Pétain, le 25 juillet 1940, sur « *nos relâchements* », « *l’esprit de jouissance* » et *tutti quanti* : « *On a revendiqué plus qu’on a servi. On a voulu épargner l’effort : on rencontre aujourd’hui le malheur.* »

Pas si vite ! Michaël Fœssel n’apprend rien aux fins connaisseurs des études historiques françaises – les travaux de Jean-Pierre Azéma en particulier

–, mais il remet les pendules de l'esprit public à l'heure. À l'heure de 1938, qui mérite un arrêt sur infamie plutôt que de jouer à saute-Daladier. Cet Édouard, deux ans après avoir soutenu la fête libératrice du Front populaire, deux ans avant de faire les frais du régime de Vichy, favorise toutefois celui-ci, l'introduit, l'acclimate à l'avance.

Sa conclusion, le 17 novembre 1938, dit tout du drame : « *On a écrit des articles savants sur la contagion des dictatures. Ce n'est pas par le désordre que l'on arrêtera cette contagion ; c'est en donnant l'exemple de l'ordre.* » L'auteur des « *articles savants* » que raille sans le nommer Daladier n'est autre que Léon Blum, qui fut toujours la conscience de gauche se voulant, en vain hélas !, digue démocratique face aux lames autoritaires lancées depuis sa propre famille politique.

C'est Blum qui s'opposa aux néo-socialistes à l'été 1933, affirmant qu'on ne saurait combattre le fascisme en le singeant. C'est Blum qui pointe, en 1938, la même rivalité mimétique à l'œuvre chez un Daladier qui croit faire barrage mais s'avère marchepied.

À partir de cette défaite de la pensée civique, tout s'enclenche : cap au pire. *Récidive* détaille la droitisation qui s'accompagne d'invocations, de plus en plus vides, à la démocratie. Le prétendu besoin de sécurité. La pseudo nécessité d'autorité. La culpabilisation des citoyens déclarés oisifs (« *Remettre la France au travail* », scandale le pouvoir).

Également cette désignation de boucs émissaires en la personne des exilés, des apatrides fuyant l'Allemagne hitlérienne : ces juifs perçus avec une haine de plus en plus attisée jusqu'à faire de telles victimes du nazisme une cinquième colonne au service de la barbarie qui les a jetées sur les routes. Tout coïncide. Chaque citation semble raccorder avec notre fol aujourd'hui.

Il y a aussi les bobards (on ne disait pas encore « fake news »), qui font écrire à Michaël Fœssel : « *Quand le vrai et le faux se confondent et que les faits les mieux établis semblent suspects, l'impossible devient crédible.* »

Il y a enfin « *la colère des imbéciles* » (dixit à nouveau Bernanos), qui résulte d'une substitution fâcheuse : quand le social laisse place à l'identitaire. Avec, en novembre 1938, un éditorial du *Temps* (dont démissionna cette année-là Hubert Beuve-Méry, oublié vénien du livre). *Le Temps*, qui donne alors le « la » en usant d'un bémol, toujours ce « mais » qui se glisse tel un signal maléfique : « *Notre pays est à juste titre fier de sa tradition d'hospitalité et d'accueil et la xénophobie pas plus que le racisme n'inspireront jamais nos gouvernements. Mais [...]* »

L'auteur avoue, à mesure qu'il avançait dans ses recherches, être devenu capable de terminer les phrases, de poursuivre les raisonnements glanés dans les archives de 1938. Il en va de même de ses lecteurs, avant même d'avoir terminé *Récidive*.

Certains feront la fine bouche, se gausseront d'une découverte de la lune en la personne du journaliste de droite **Henri de Kérillis** ayant eu raison sur tout avant tout le monde. Pourtant, ce détour par quelques partisans de la droite civilisée de l'époque – il y a également Georges Duhamel, « *conservateur authentiquement libéral [qui] en conséquence considère qu'un ordre fondé sur l'injustice est un désordre qui n'apparaît pas comme tel* » –, ce détour éclaire puissamment notre présent. En particulier la position d'un Jacques Toubon, par exemple, défenseur des droits qui apparaît parfois tel un môle salutaire dans un paysage politique dévasté...

Toutes les citations exhumées se révèlent « raccorder », tant à 80 ans de distance se fait jour le même jeu pervers et redoutable sur le « *ressentiment* » populaire, sciemment déchaîné par un pouvoir qui fait mine d'y répondre et de le tempérer.

L'épilogue du livre saute aux yeux. En voici un extrait : « *L'avantage de 1938 est de condenser en quelques mois des évolutions à l'œuvre depuis plus d'une décennie dans le présent : radicalisation conservatrice du discours camouflée par une idéologie postpartisane, triomphe des solutions libérales en pleine crise du libéralisme économique, perception des procédures démocratiques comme un obstacle à la mise en œuvre d'une politique*

efficace, renforcement inexorable du pouvoir exécutif, multiplication des lois sécuritaires, restrictions dans la politique d'accueil des réfugiés, stigmatisation d'une minorité religieuse à la faveur d'une "guerre" officiellement déclarée contre ses membres les plus fanatiques. Le tout sur le fond d'une montée apparemment irrésistible des "nationaux" rebaptisés "populistes" sans que cette nouvelle appellation nous éclaire beaucoup dans l'intelligibilité du phénomène.

»

Et Michaël Fœssel de poursuivre : « *Le détour par 1938 permet de voir en accéléré une démocratie qui prétend se défendre en empruntant les armes de ses adversaires les plus acharnés.* »

Pour ajouter à cette mise en abyme politique vertigineuse, relevons qu'un tel essai condense en moins de 200 pages ce que Mediapart n'aura cessé de documenter et d'analyser depuis 2008, en des centaines de milliers de signes typographiques : rien ne sert d'accuser de faiblesse la démocratie, alors que tout est fait pour que nous vivions dans une société rendue faiblement démocratique.



© PUF

Michaël Fœssel

Récidive 1938

(PUF, 176 p., 15 €)

Date de parution : 27 mars 2019

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.